

**LES MOBILISATIONS POPULAIRES ET LA FORMATION
DES QUARTIERS PERIPHERIQUES
DE LA VILLE DE MEXICO (1)**

**Oscar NUNEZ
Professeur à l'Université
autonome "Metropolitano",
Département de Sociologie, Mexico**

Dan cette étude nous essayons de découvrir les différents mécanismes politiques, économiques et culturels propres au Mexique au moyen de l'étude de vingt quartiers. Seule la mobilisation populaire retiendra notre attention car ce type de communication ne permet pas d'aborder tous les autres aspects tels que l'organisation familiale, l'immense effort individuel et collectif d'auto-fourmiture, les divers types d'aides économiques : exemptions et subventions de l'Etat, etc.

Par "mobilisation" nous entendons toute organisation populaire née du besoin de défendre et de revendiquer des besoins fondamentaux en s'opposant à d'autres groupes ou à l'Etat par des luttes institutionnalisées ou non de diverses appartenances politiques. Le terme implique donc toujours un élément dialectique de lutte et pour les quartiers illégaux, il comporte toujours quatre éléments d'analyse :

- Les rapports de propriété et d'appropriation de la terre qui, au Mexique, existent sous la forme de terrains *ejidales*, terrains fédéraux, particuliers, communaux. Les deux derniers étant rares dans les quartiers populaires, nous n'en parlerons pas.
- Les structures sociales du quartier, c'est-à-dire, les différentes classes sociales qui les peuplent. Elles sont déterminantes pour le type d'organisation et les formes de luttes ainsi

que pour l'urbanisation.

- Les formes d'organisation des *colonos* et des propriétaires. Elles dépendent, dans une grande mesure, des agents organisateurs, des leaders et des partis politiques.

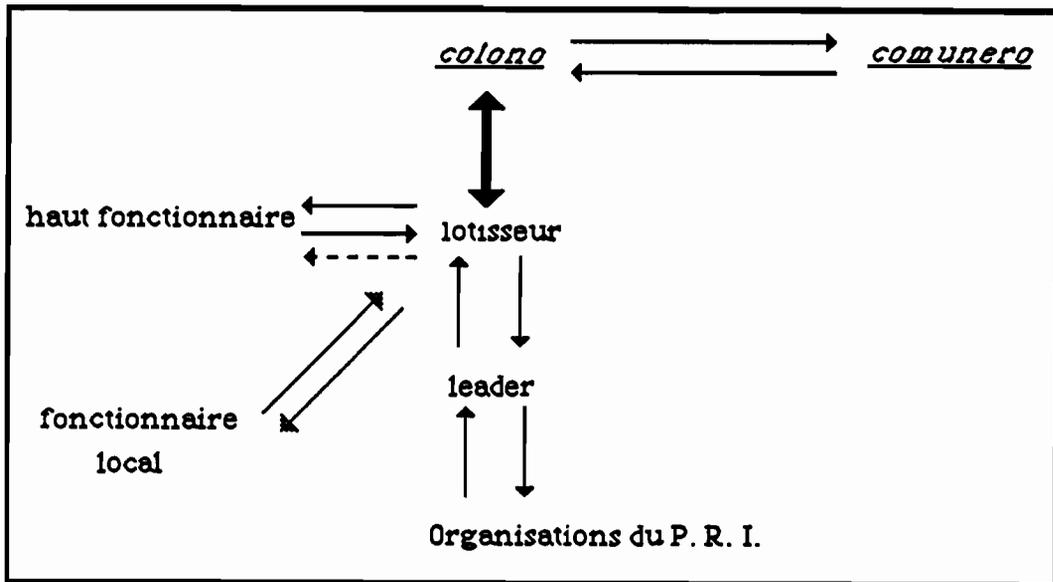
- Les formes d'intervention de l'Etat et ses différents niveaux. Elles constituent un vrai réseau qui, loin d'être cohérent, est traversé par des contradictions internes.

En rapport direct avec le sol et par son importance dans l'évolution des quartiers, nous avons choisi le premier élément comme point de départ à la construction du plan donc au choix du découpage territorial. Cependant, dans ce découpage géographique, les quatre points précités interviennent pour rendre compte de l'originalité de chaque quartier.

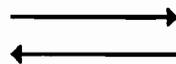
LES QUARTIERS SUR TERRAINS FEDERAUX

I - Les domaines du lotisseur roi :

Sur ce type de propriété se trouve la majorité des *colonias* - quartiers populaires - qui ont été bâtis sur l'ancien lac de Texcoco. Il s'agit de 15 400 hectares, à l'est de la ville de Mexico, où sont établis trois millions d'habitants, dans cinquante-six quartiers. La principale caractéristique de ces zones est l'importance dans les rapports sociaux du rôle du lotisseur privé illégal et son affrontement constant au groupe des *colonos* - habitants de ces quartiers - au point d'atteindre diverses explosions sociales comme celle du "Mouvement restaurateur des *colonos*" des années 1971-1972.



Légende

-  Sens de la relation
-  Contradiction
-  Contradiction possible

Comment expliquer le rôle prépondérant du couple dialectique lotisseur-*colono* ?

D'abord, le pouvoir du lotisseur réside dans la concentration progressive entre ses mains de la terre. Cette concentration est facilitée par le caractère fédéral des terrains. En effet, ces terres que l'Etat s'est appropriées lors de l'assèchement du lac en 1900, lors de grands travaux pour l'installation du réseau des égouts de Tequiquiac sont vendues ou louées à très bas prix en 1922. La condition est qu'elles soient bonifiées et cultivées comme terres agricoles pour éviter les tempêtes de sable qui en portaient. Cette condition n'a jamais été remplie par les nouveaux propriétaires et l'Etat n'a réclamé l'accomplissement de ces clauses que lors du mandat de Lazaro Cardenas, le 28 mars 1936, sans vraiment trop de conviction. Plus tard, dans les années 1940, profitant de l'interdiction de bâtir dans le district fédéral - la ville de

Mexico - les lotisseurs commencent à vendre toutes ces terres inhospitalières, les convertissant ainsi en terrains à bâtir sans empêcheement de la part des autorités de la ville.

Puis, au contraire, les autorités locales, les fonctionnaires des municipalités, non seulement n'empêchent pas d'occuper ces terres, mais elles encouragent même leur occupation pour percevoir les pots-de-vin offerts par les lotisseurs. Il est évident que cette complicité devient l'élément clef pour permettre désormais l'occupation progressive de tous ces espaces... Tous ces fonctionnaires, sans avenir politique, voient ces opérations comme la seule possibilité d'améliorer leur situation.

Ensuite, le caractère de lotissement régulier accordé en 1959 à tous ces quartiers est l'équivalent d'une reconnaissance de légitime propriété même si elle est conditionnée par l'obligation d'apporter l'infrastructure nécessaire. Cet aval permet de se présenter comme propriétaire légitime et de faire monter le prix des terrains.

A partir de ce moment, le pouvoir du lotisseur ne fait qu'augmenter, non seulement par la croissante concentration de la propriété mais aussi par l'occupation des postes clefs dans les nouvelles municipalités. Sur quatre périodes, trois lotisseurs se succèdent au poste de maire.

Dans les dix premières années de ces quartiers, 1950 - 1960, le système de rapports sociaux est déjà en place : d'habiles lotisseurs s'approprient, petit à petit, des terres fédérales, grâce à l'aide des autorités locales. Ils surprennent les *colonos* inexperts et déracinés, devant l'indifférence des hautes autorités qui pensent résoudre ainsi les problèmes du logement de ces masses. Les leaders locaux, soumis aux lotisseurs, commencent déjà à établir leur clientèle.

Les vrais bâtisseurs de tous ces quartiers, les *colonos*, après un plus ou moins long séjour et pérégrinations dans la ville de Mexico, viennent s'installer. Ils cherchent surtout un logement meilleur marché et ont l'espoir de constituer un patrimoine. C'est le commencement d'un long processus dont les pénalités matérielles énormes ne sont pas toujours les plus lourdes, comparées aux pénalités de domination.

Etant donné la vigilance des lotisseurs, les possibilités de squatter sont pratiquement

inexistantes. Il faut donc passer par le système achat-vente, apparemment en bonne et due forme. Il est mené par des agents intermédiaires qui font de la propagande et organisent l'occupation du sol.

Lors de ces tractations, les *colonos* croient d'abord réaliser une opération légale ; à aucun moment, ils ne doutent que les services vont être introduits bientôt, "parce qu'on fait déjà les démarches" : le dossier suit son cours ! L'expérience des années 1950 et 1960 les détrompe cependant. Au début de la décennie 1970, les hommes en place conseillent aux nouveaux *colonos* d'interrompre, le plus tôt possible, le versement des mensualités car il faut encore payer l'Etat pour l'introduction des services. De leur côté, les lotisseurs au courant de cette nouvelle tactique demandent un premier versement plus substantiel.

Néanmoins, les *colonos* de cette époque recourent aux lotisseurs, indispensables à la prise de possession des terrains. Elle est une condition essentielle pour devenir plus tard propriétaire légal. Avec beaucoup de lucidité, ils savent que le lotisseur est un escroc, indispensable pour avoir un lopin de terre, grâce à son organisation et à la connivence des autorités locales. Les *colonos* pensent qu'ils doivent d'abord passer par ce lotisseur pour l'obtention du terrain, mais que par la suite, il n'auront plus affaire à lui. Grosse erreur. Bientôt, ils le voient réapparaître dans son rôle d'exploiteur, contrôlant le monopole des éléments fondamentaux de la vie d'un quartier tels que la distribution de l'eau par camions citernes, la direction des écoles et l'organisation des transports en commun. Le lotisseur réinvestit le fruit de ses extorsions dans ces nouveaux domaines, perpétuant sa présence néfaste dans le quartier.

Dans les années 1970, un changement important apparaît dans le système des agents sociaux, avec l'intervention des autorités supérieures : le président de la République et le gouverneur de l'Etat de Mexico. Ils prennent conscience de l'enjeu économique et politique de cette énorme ville qu'est Netzahualcoyolt, entièrement composée d'habitations misérables, sans beaucoup de possibilités d'emploi. Ces autorités commencent à réaliser le très fort coût social et économique que représente l'exonération systématique, pour les lotisseurs, pour implanter les services urbains. Pour la première fois, on commence à les persécuter mais la majorité de la terre est déjà vendue sous l'égide du lotisseur-roi.

Le lotisseur continue à survivre mais doit passer dans la clandestinité, toujours soutenu par les autorités locales. En plus, à l'occasion, elles vont jusqu'à mettre à son service les terribles B. A. R. A. P. E. N. - *batallón de radio patrullas del Estado de Mexico* - pour faire payer par les grévistes le versement de leurs mensualités et mater les leaders honnêtes. Ce système que certains nomment avec grandiloquence : "l'alternative populaire de logement" est malheureusement peut-être la seule solution possible pour des masses à très faibles revenus. Pour elles, l'accès au marché immobilier est impensable et l'accès aux logements de l'Etat impossible - lorsqu'on n'est pas syndiqué - ou peu probable vu la faible quantité d'habitations construites.

II - L'hétérogénéité sociale, prédominance prolétaire :

(...) Les enquêtes faites dans des quartiers de la ville de Mexico montrent que cette prétendue homogénéité n'existe pas. Même dans les quartiers les plus misérables (par exemple là où sont les squatters) la plus grande variété d'occupations professionnelles est présente. Toutes sortes de salariés sont mélangés avec des travailleurs du secteur informel. Cette même hétérogénéité se rencontre au sein même des réseaux et des unités domestiques qui ne sont que très rarement purs, c'est-à-dire formés uniquement de "marginiaux". De plus, cette situation n'est jamais définitive. Ce qu'ils ont en commun et qui les oblige à créer ou à renforcer ces types de réseaux est une condition misérable, manifeste dans l'étroitesse des ressources et les difficultés pour subsister. Pour le reste, la gamme des relations de production dans lesquelles les "marginiaux" sont insérés est très variable et complexe.

De ce fait, l'articulation avec le secteur "formel", s'effectue en premier lieu, *à travers les membres mêmes des réseaux et de chaque famille*, insérés dans les institutions formelles, surtout parce qu'ils bénéficient d'un contrat de travail stable et des avantages qui en découlent. Il n'est donc pas possible de faire une coupure nette entre formel et informel au sein d'un quartier, comme s'il s'agissait de compartiments étanches. Il est encore moins possible de parler de quartiers entiers constitués d'une population "formelle". Ceci ne se rencontre même pas dans les quartiers de formation récente où, en principe, la présence

d'une population constituée essentiellement de "marginiaux", au sens antérieur du terme, aurait plus de probabilité de se rencontrer.

Au sein d'une famille et à mesure que passe le temps, une grande hétérogénéité apparaît. Certains membres entrent ou sortent du secteur formel. Lorsqu'ils en font partie, pendant plus ou moins longtemps, ils en partagent les avantages avec le reste de leur famille. Il est bien connu, par exemple, que toute la "famille étendue" utilise la carte de la sécurité sociale d'un de ses membres. On peut donc affirmer la tendance selon laquelle plus il y a de personnes salariées dans la famille meilleure est la situation familiale et celle de son réseau ; plus grand est son lien avec le secteur hégémonique, moins son caractère informel est important.

Ainsi donc, il faut affirmer que l'appartenance au secteur formel ne fait pas automatiquement d'une personne un intermédiaire patron par la rupture de la symétrie des relations avec le reste du réseau ou de la famille. D'autres facteurs et relations internes au noyau familial empêchent cela. Il s'agit par exemple de la hiérarchie familiale qui se charge de maintenir chacun à sa place. Cette remarque ne va en aucune façon à l'encontre des changements idéologiques qui s'opèrent très facilement en chaque personne, provoquant des contradictions et des "dysfonctionnements" dans les liens familiaux.

Malgré les importantes remarques antérieures, il s'agit de quartiers établis sur des terrains fédéraux, composés par les couches de la population très pauvres bien que mélangées. Elles s'y sont concentrées pour une raison évidente : ce sont les terrains urbains les meilleur marché, payables à tempérament et peu grévés d'impôts fonciers, au moins jusqu'à une date récente. Par contre, ces quartiers sont très éloignés des lieux de travail, mal reliés à Mexico par les transports en commun... Comme dans tout pays capitaliste, le degré de qualité écologique est déterminant pour la répartition ségrégative des différentes classes sociales.

III - Le réseau Institutionnel et la mobilisation populaire à Netzahualcoyotl :

L'Etat mexicain organise très tôt ses institutions dans ces quartiers, bien avant l'apparition des mobilisations populaires. En même temps, il conclut une alliance, de plus en plus étroite, avec le lotisseur sauf en cas de conflit sérieux avec le ministère des Ressources hydrauliques au

point que ce sont les lotisseurs eux-mêmes qui gouvernent la municipalité dans les années 1960 et 1970.

Dans ce processus de création du réseau institutionnel, trois grandes étapes ressortent :

- La création des instances urbaines centrales et des organisations du contrôle populaire : 1946 - 1963.

- La création de l'instance locale municipale : 1963 - 1971.

- L'introduction du fidéicomis comme un moyen d'institutionnaliser les conflits du Mouvement restaurateur de *colonos*.

Reprenons ces trois étapes :

1 - Le comité de lotissement urbain del Vaso de Texcoco

La mise en place d'une institution de planification et de contrôle est surprenante, en 1952, au moment où les *colonos* sont peu nombreux et complètement accaparés par la résolution de leurs problèmes immédiats : eau, écoles, surveillance du quartier, etc. De ce fait, ils n'incarnent aucun danger de mouvement conflictuel. En réalité, cette mesure du gouverneur Salvador Sanchez Colin est tout à fait normale si l'on se rappelle l'expérience des mobilisations populaires de cette époque dans les quartiers aux loyers bloqués de plusieurs villes du Mexique et la mobilisation du quartier Escuadrón 201.

Pour devancer les problèmes, cet organisme exécutif fortement centralisé est créé. Il est chargé de planifier, d'autoriser et de contrôler les infrastructures urbaines et d'organiser le corps policier de surveillance. La composition même du comité central exclut toute sorte de participation démocratique : trois membres du comité sont nommés directement par le gouverneur, un par le représentant des lotisseurs et un par celui des *colonos*.

Soumise à cet organisme urbain, une fédération de quartiers populaires naît. Elle doit regrouper le représentant de chaque quartier. Formellement, elle est conçue comme un organisme de participation citoyenne à la gestion de la ville. Elle est affiliée au parti P. R. I. En principe, la fédération doit être le porte-parole des opinions de la population.

De fait, elle est l'organisme de captation des votes politiques, en échange de quelques petites faveurs.

Ce schéma reproduit les structures de l'organisation du district fédéral ; il existe toujours après quelques modifications conseillées par l'expérience. C'est un instrument économique urbain fortement centralisé d'où partent les faveurs vers les masses clientélistes ; un organe d'intégration politique qui garde les apparences de participation citoyenne et qui de fait organise les campagnes du P. R. I. dans ces zones, toujours en accord avec les politiques de l'institution précédente. Ces deux institutions proclament leur entière soumission au gouverneur auquel on peut s'adresser lorsque les requêtes populaires ne sont pas entendues.

Malgré son caractère de strict contrôle, très vite la Fédération des *colonias populares*, à travers ses leaders, Eugenio Alonso Francisco Gallegos et Felipe Lopez Baltran, manifeste un désir d'autonomie réelle qui se concrétise dans des faits .

Ils transforment la fédération en une société civile afin de pouvoir organiser indépendamment, selon de Code civil, leur budget et l'élection des dirigeants (2). Les leaders publient un journal, *El vigia del lago*, qui dès le début se montre critique envers les fonctionnaires et les lotisseurs.

Ce signe d'indépendance semble, à première vue, la manifestation d'un essai de la base pour constituer des organisations de classe au-delà des organisations formelles de l'Etat. En réalité, en examinant de près le fonctionnement, cette apparente démocratisation ne correspond pas à une participation réelle de la population. Il s'agit plutôt de signes d'indépendance des leaders naturels, sans doute plus honnêtes que d'autres, moins corrompus mais, malgré tout, paternalistes et dont les relations avec la base restent verticales.

Les rapports constituent de vrais cercles concentriques à trois niveaux allant du leader aux familles et aux masses. Les leaders s'affrontent donc au président même du comité, en mars

1953, pour essayer d'empêcher que les *colonos* du quartier du Soleil ne soient chassés de leurs terrains que le ministère des Ressources hydrauliques réclame. Ils soutiennent les *colonos* du quartier Estado de Mexico pour obtenir son électrification malgré l'interdiction des autorités. Ils secondent les *colonos* de Tamaulipas pour le respect des surfaces destinées aux services, etc. Inquiet, le gouverneur Salvador Sanchez Colon intervient en utilisant les mesures habituelles aux organisations corporatives ouvrières pour reprendre les pouvoirs de la fédération :

- remplacer le président du comité par quelqu'un de plus énergique : Ruben Ortega Lopez ;

- substituer la surveillance établie spontanément par les *colonos* par une vigilance professionnelle au service des organismes urbains dont la direction est accordée à un sinistre personnage : le lieutenant Guadalupe Chavira. Avec l'arrivée de celui-ci, une longue série d'actes répressifs, systématiques et brutaux commence. Ponctuellement et avec efficacité, ils visent les leaders et les *colonos* indépendants et inquiets ;

- devant la possibilité de dissoudre une fédération constituée en société civile, le gouverneur crée un organisme parallèle : le Comité de Mejoras Morales Civicas y Materiales (le comité des Améliorations morales, civiques et matérielles) dont les leaders sont soigneusement nommés et contrôlés par les lotisseurs eux-mêmes. Ils sont recrutés parmi le "lumpen" du quartier : Aureliano Ramos et Raemundo Rodriguez.

Devant la répression des leaders et les menaces du nouveau comité, toute la masse des *colonos* , liées aux leaders de façon prudente et distante, les abandonne.

Elle attend de voir clair pour savoir quelle est l'organisation qui peut sauvegarder ses intérêts au mieux moyennant le marché du vote. Les leaders de la Fédération du vote sont donc massivement abandonnés et seules réussissent à survivre de faibles organisation grâce à l'appui partiel de certains secteurs du P. R. I. tel "El Frente Mexicano Pro Derechos Humanos". Vu le genre de structures sur lequel le leader s'appuie, seul le remplacement des parrains peut lui permettre de survivre.

2 - La création de l'institution municipale

A cause de la crise de différents secteurs de l'agriculture, la vague de migrants augmente rapidement à Netzahualcoyotl. En sept ans (1963-1969), la population passe de soixante-cinq mille habitants à six cent dix-sept mille. Concomitants à cette croissance, les problèmes urbains et sociaux augmentent, géométriquement : la vieille et éloignée municipalité de Texcoco est débordée. Netzahualcoyotl devient donc une nouvelle municipalité. Son rôle est soumis au comité de la Fédération du quartier Vaso de Texcoco dont il est le prolongement pour les services d'entretien urbain, de surveillance et le contact direct avec le leader. Avec la création de la municipalité arrivent au pouvoir politique les lotisseurs jusqu'à leur éviction par le Mouvement restaurateur de *colonos*.

Le mécontentement des *colonos* grandit dans les années 1960 à cause de toutes les vexations et le non-accomplissement des clauses du contrat, même s'ils restent apparemment pacifiques. La grande explosion couve et il est fort étonnant qu'elle se manifeste si tard. Les hypothèses explicatives de cette patience de plus de vingt ans seront reprises plus tard.

3 - Le Mouvement restaurateur de colonos (M. R. C.) et le fidécommis

Sous le régime du président Echeverria, deux cent mille *colonos* organisés par de nouveaux leaders fondent le M. R. C. qui s'affronte directement à l'organisation des lotisseurs : le Front unique des propriétaires de biens meubles et immeubles, en refusant, comme première mesure, de payer les mensualités du terrain, non seulement pour le non-accomplissement des clauses du contrat, mais aussi, d'une façon plus radicale, pour mettre en question les titres de propriété du lotisseur.

En mai 1972, le M. R. C. couvre avec ses cinquante comités les cinquante-huit quartiers de Netzahualcoyotl et la municipalité de Reyes La Paz. Sa structure, calquée sur les anciennes fédérations, a pour centre exécutif un conseil formé par les présidents des comités locaux.

La deuxième mesure importante est la revendication de l'expropriation des terrains des lotisseurs. Cette mesure semble la plus adaptée pour résoudre la situation compliquée de terrains réclamés à la fois par l'Etat, les *comuneros* de Chimalhuacan et par les lotisseurs.

Or, cette mobilisation aussi intensive qu'étendue ne prend à aucun moment un caractère contestataire et encore moins révolutionnaire. Elle respecte les règles du jeu institutionnel en suivant la filière de diverses institutions. (...) La répression et l'incarcération d'autres leaders, après des manifestations et des meetings au Zocalo -grande place centrale de Mexico - sont des éléments de démobilisation. De leur côté, les lotisseurs ne restent pas inactifs. Ils profitent de ces divers moyens coercitifs : distribution de l'eau, police, contrôle des écoles, etc., pour intimider les *colonos*.

C'est dans cette situation d'affaiblissement qu'en 1971 l'exécutif fédéral présente la solution promise, un fidéicomis grâce auquel :

- près de quarante lotisseurs octroient à la banque Nafinza plus d'un million de mètres carrés en tant que bien fidéicomis ;
- 60 % de ce patrimoine est destiné à des oeuvres sociales et 40 % au paiement de l'indemnisation des lotisseurs ;
- des 60 % destinés aux oeuvres sociales, trente millions de pesos constituent l'indemnité de deux cents *comuneros* de Santa Maria Chimalhuacan ;
- ce que versent les *colonos* est considéré comme acompte sur le prix total.

L'aspect léonin de cette solution est évident. Les lotisseurs avaient déjà reçu deux ou trois fois le prix du terrain sans avoir jamais introduit un seul service. Craignant de ne même pas obtenir ces 40 %, les représentants du M. R. C. et les *comuneros* cessent d'insister pour l'expropriation : ils acceptent le fidéicomis. Le fidéicomis annonce la mort du M. R. C. avec le processus d'incorporation des ses leaders dans la bureaucratie dirigeante. Des dix-sept membres, cinq seulement échappent à ce phénomène de captation. Les leaders Rogelio Vargas et Odéon Madariaga, après s'être présentés sans succès comme députés de ce XXVIII^e district sont finalement nommés régisseurs de la municipalité. La fragmentation du mouvement fait qu'au début de 1974 Netzahualcoyotl compte onze organisations qui ont la

prétention d'être les héritières authentiques du M. R. C. .

Une des principales conséquences est le déchaînement d'un processus de squattage et donc de densification du quartier. Profitant de cette période troublée de changement de propriétaires, des milliers de squatters s'approprient des terrains vagues pour assurer leur possession qu'ils savent être la condition fondamentale de la propriété. Devant ces squatters, les leaders saisissent l'opportunité pour se faire payer les terrains et la plupart d'entre eux deviennent des "placeurs" de familles en acquérant ainsi un pouvoir local qu'ils n'avaient jamais eu. Dix mille lots sont attribués de cette manière.

Ce squattage est sans doute le fait urbain le plus important du fidéicomis, complètement opposé à ses objectifs.

Il complique indéfiniment la régularisation et rend encore plus insuffisants les rares équipements. Les autres effets recherchés sont minimes :

- une partielle indemnisation aux *comuneros* ;
- la construction d'un jardin public ;
- la régularisation de treize mille cinq cents lotissements parmi les trente-deux mille confiés au fidéicomis (accord d'écritures).

Le reste de l'urbanisation promise reste encore à implanter où la municipalité l'a faite. Presque tous les *colonos* mobilisés sont découragés par les luttes intestines. Ils sont désorientés par une lutte qui les oppose maintenant directement à l'Etat et signent des contrats individuels en se désolidarisant du groupe.

Comment est-il possible que toutes ces masses de *colonos* extrêmement trompées et exploitées, réprimées sans cesse, obligées de vivre six mois par an dans la boue à la saison des pluies et les six autres mois dans la possière de salpêtre et privées des services les plus élémentaires supportent-elle une telle situation pendant plus de vingt ans ? Quand elles décident de se révolter, elles le font de manière institutionnelle, très soumises aux canaux

politiques enseignés par l'Etat sans jamais outre-passer les structures du système politique officiel.

Le récit analytique , ci-dessus développé, répond partiellement à la question.

- L'Etat crée tout de suite, sur les lieux, un réseau institutionnel de contrôle dans lequel les organisations de masse - les fédérations - sont faussement embrigadées et soumises aux organisations urbaines - les comités - distributrices parcimonieuses des bienfaits urbains, directement contrôlées par le gouverneur.

Les organisations municipales, le caractère local, naissent avec un faible pouvoir et au fond ne servent que pour mieux encadrer chaque groupe à travers le contrôle des leaders de chaque quartier.

- La répression à travers la non-distribution des services vitaux est une des armes les plus puissantes dont les lotisseurs disposent, de plus en plus appuyés par les autorités locales.

Seulement de temps en temps, la répression physique directe éclate mais alors elle est brutale, sans égard et parfois meurtrière. Il n'y a pas de doute que c'est un des éléments les plus démobilisants.

- Le caractère traditionnel des leaders, même honnêtes et désintéressés -pas pour longtemps- ne fait que reproduire les structures clientélistes longtemps pratiquées à la campagne. Le grand nombre de leaders d'opposition entre eux favorisent les divisions internes, si utiles au pouvoir institué.

- La situation de déracinement du *colono* permet son exploitation car toute organisation devient difficile pour lui sauf l'organisation politique réellement démocratique.

Etant donné que les trois premiers points ont été suffisamment développés, arrêtons-nous un peu plus sur les deux derniers éléments d'une importance certaine.

**IV - La situation de déracinement :
obstacle de l'organisation**

Certains points de l'analyse de l'Ecole de Chicago, souvent méprisés en bloc du fait de leur origine écologique, peuvent rendre compte de quelques facteurs de la situation de déracinement du *colono*. C'est un migrant rural, plus ou moins récent. Les membres de sa famille sont liés par une forte solidarité culturelle. Même si elle est verticale et hiérarchique - phénomène de cacique - le migrant est dépossédé de tous ses points de référence culturelle fournis par sa communauté à travers des institutions polyvalentes fortement liées entre elles.

Les analyses de Germani sur la destruction des cadres traditionnels de ces *colonos* avec le déracinement culturel correspondant nous semblent être encore en vigueur . Par contre, ses conclusions sur l'effet d'une forte mobilisation liée au déracinement nous paraissent fausses (3). Nous croyons que les mobilisations les plus fermes et organisées s'appuient presque toujours sur une collectivité enracinée dans une structure communautaire de type traditionnel ou "moderne" , c'est-à-dire un réseau complexe d'associations volontaires qui répond à des besoins variés.

A Netzhuacoyotl la première structure n'existe plus et la seconde est encore à constituer.

Dans la grande gamme de culture du Mexique, on peut affirmer, d'une façon générale, que la collectivité d'origine est constituée par les liens très forts, hiérarchiques et autoritaires. Ils présentaient aux *colonos* des solutions culturelles bien précises pour chaque situation de la vie, de la naissance à la mort. Les loisirs, par exemple , se réalisaient en général hors institutions commerciales et sous l'oeil vigilant des autorités régulatrices de la tradition, présentes dans toute institution. De tous ces milieux anciens, le *colono* rencontre dans le quartier les structures ecclésiastiques isolées, mal organisées - il n'y a pas d'église, les visites du prêtre sont hebdomadaires - et largement insuffisantes pour le nombre d'habitants. Pour toutes ces raisons, il est sans l'appui de solution de rechange car elles ne sont pas encore apparues, même en s'inspirant des milieux de référence - les quartiers les plus proches de la ville de Mexico sont à quinze kilomètres.

Seules les organisations récentes du voisinage sont un refuge, un "amortisseur" comme dirait Oscar Lewis face à la désorientation. Le *colono* y retrouve un peu ses structures traditionnelles. Elles sont sans doute la base d'un commencement d'adaptation mais en même temps, une barrière au surgissement de nouvelles structures plus démocratiques car elles reproduisent les structures hiérarchiques et le réseau de l'organisation clientéliste.

Ce type d'organisation se trouve même lorsqu'il y a conformité à la légalité telles les sociétés civiles et les coopératives. Au fond, à de rares exceptions près elles continuent à reproduire l'organisation traditionnelle. Leur destin dépend entièrement de l'habileté du leader qui, même honnête, n'abandonne jamais les structures hiérarchiques traditionnelles parce qu'il n'a jamais les éléments idéologiques - théorie politique - sources du sens critique, ni l'appui et le contrôle d'un parti qui l'aide à faire disparaître son rôle de leader en même temps qu'ils sont sources d'un processus de démocratisation. Le vieux schéma maître-serviteur ou cacique-client hérité du système archaïque, est réédité. Loin donc d'être des structures d'adaptation créatrice, ce sont des structures qui freinent une nouvelle organisation sociale.

Une tendance à se réfugier, de façon tenace, dans une structure familiale n'est pas rare. Bien qu'effritée par l'absence de contrôle social - l'union libre est plus fréquente qu'à la campagne - elle est cependant la seule institution qui accompagne le *colono*. Dans tous ces réseaux familiaux, se nouent des amitiés et un système informel d'épargne et de crédit mutuel s'organise. Ainsi, la famille, beaucoup plus que le voisinage, surgit comme la plus grande source de sécurité, d'après Matos Mar. C'est elle qui est le point d'arrivée au moment de la migration et le milieu où une faible sociabilité se développe.

Individu déraciné, solitaire dans la multitude pendant longtemps, il ne trouve pas un substitut à sa communauté abandonnée qui aurait été une aide précieuse, comme un substrat de base pour construire les collectivités nouvelles.

Ce passage par contre se trouve réussi par la construction d'une sous-culture propre aux villages conurbés de la ville de Mexico.

L'atomisation des sujets isolés est aggravée, au moins pour un certain temps, par la grande

hétérogénéité d'origines culturelles étant donné que tous proviennent de régions fort diverses. Ce déracinement, si profond, loin de trouver un nouvel équilibre dans les organisations clientélistes se double seulement d'un certain scepticisme qui bientôt prend l'allure de cynisme devant l'expérience plusieurs fois répétée de la manipulation. Ces facteurs, joints aux maladroites des partis politiques, expliquent la peur et la réserve qu'éprouve le *colono* face à toute organisation politique. Il se déclare apolitique pour se défendre des incursions manipulatrices des différents partis.

(...)

LES QUARTIERS SUR DES TERRAINS *EJIDALES*

I - Une illégalité acceptée et promue :

Une des caractéristiques les plus saillantes de la création des quartiers périphériques de la ville de Mexico et d'autres villes est leur établissement sur les terrains *ejidales*, forme de propriété agricole, née sous la Réforme agraire en 1930. Ils ont imposé aux quartiers des rapports sociaux particulier et donc une forme d'urbanisation et d'organisation propre.

En effet, ces terres forment une propriété collective dans laquelle l'agriculteur a l'usufruit et la possession mais pas la propriété qui appartient de façon inaliénable à la Nation. En fait, les groupes d'*ejidatarios* se comportent toujours, de manières diverses, comme de vrais propriétaires. Ils utilisent les terrains aussi bien pour un usage agricole que pour un usage urbain, même si toutes les opérations s'effectuent dans l'illégalité.

1 - La pression d'une demande variée

Plusieurs facteurs influencent le changement d'usage de la terre dans ces zones : d'abord la forte pression de la demande dans les années 1960, en particulier en 1965, année des migrations les plus intenses vers la capitale. Cette demande représente trois marchés, ceux :

- de l'Etat ;
- du secteur immobilier résidentiel ;
- des couches populaires.

Le marché de l'Etat

En tant que représentant de la Nation, l'Etat se comporte en certaines occasions comme propriétaire réel des terres *ejidales*. Il exproprie de façon draconienne des zones prétendues d'intérêt social. Les cas les plus importants sont les terrains expropriés pour bâtir la ville universitaire, le stade Azteca, la ville olympique et les réserves territoriales pour le fonds public du logement.

Le secteur immobilier capitaliste

Il s'approprie de vastes zones *ejidales* pour organiser de grandes opérations immobilières au fur et à mesure que la demande de haut standing se fait sentir. Sans doute, les cas les plus spectaculaires sont-ils "Ciudad Satélite" et les zones résidentielles des "Pedregales de San Angel".

Comme déjà signalé, toute opération urbaine occupant un *ejido* suppose une opération illégale. L'illégalité est accompagnée d'actes de spoliation. Face aux subterfuges et aux menaces, des groupes entiers d'*ejidatarios* doivent renoncer à leurs droits et accepter des permutations. Ils sont même déplacés vers des lieux très lointains. Tout l'opération est couronnée par l'octroi de faux titres de propriété privée ou par un décret présidentiel de permutation.

Le secteur populaire

Il commence à faire pression sur les *ejidos* en différents endroits de la ville. Il en prend possession sous forme familiale, ventes successives, ou de manière massive, squattages.

Les *ejidatarios*, plus ou moins prolétarisés, vendent petit à petit ces terrains de leur propre gré. Ils préfèrent ces ventes à la spoliation du secteur immobilier et à l'expropriation de l'Etat car elles sont en général mal payées, sauf par l'*ejido de Oro*.

Pour certaines terres de l'ouest de la ville, ravins inhospitaliers et du nord, terres salpêtrées, près des usines, c'est la seule demande possible à cause de leur mauvaise situation urbaine.

L'Etat connaît bien la situation d'illégalité de tous ces secteurs, y compris de ses propres institutions et l'accepte, por différentes raisons :

- les diverses pressions dont il est l'objet par des personnages haut placés et à cause de la corruption, en ce qui concerne les opérations immobilières ;

- parce qu'il n'a aucune autre solution à proposer, dans les quartiers populaires, à des *colonos* sans logement. Il se légitime près des *ejidatarios*, un de ses appuis politiques les plus solides. Ainsi, tous ces millions d'hectares *ejidales* deviennent de vraies réserves territoriales pour l'Etat.

Pourquoi ne pas franchement les exproprier et en faire des réserves territoriales de droit ?

Le faire aurait occasionné de graves problèmes, non seulement avec les *ejidatarios* urbains mais avec tous les *ejidatarios* en général. Ils se seraient sentis menacés dans leur existence même, or ils représentent la moitié des terres de tout le pays. De plus, le fait que les *colonos ejidatarios* vivent dans l'illégalité les affaiblit et les rend vulnérables dans leurs organisations, ce qui les lie davantage à l'Etat.

2 - Des facteurs de prolétarisation propres

La basse productivité

Que les *ejidatarios*, en général, finissent par vendre leurs terres est dû aussi à des raisons en interaction internes à l'*ejido*, la prolétarisation croissante de l'*ejidatario* et la faible productivité de la terre.

En dehors des zones *chinanperas* de Xochimilco (polders maraîchers) et de certaines terres d'irrigation du nord, la plupart de tous ces terrains ont un faible rendement agricole, soit à cause d'une mauvaise qualité des sols, soit à cause de l'exiguïté des parcelles par rapport à la taille de la famille. Cette productivité diminue encore quand les sources d'eau sont captées par les quartiers naissants et quand ils rendent difficiles ou menacent les cultures. Les passages fréquents des populations abîment les produits ou ceux-ci sont volés.

Une fois le processus de vente déclenché, même les *ejidatarios* attachés à leurs terres se sentent obligés de vendre, même s'ils ont de bonnes terres.

La prolétarisation

En lien étroit avec le point précédent et avec la constante croissance industrielle de la ville de Mexico, une prolétarisation progressive des *ejidatarios* apparaît.

Selon le cas, l'*ejidatario* est alternativement paysan ou ouvrier, surtout du bâtiment, ou seulement ouvrier s'il a déjà vendu toutes ses terres.

Au début des années 1940, seulement le surplus de population se prolétarise tandis que les *ejidatarios* sont encore paysans. Par contre, à partir de 1960, la vente progressive

des terres fait de tous ces milieux de vraies pépinières de main-d'oeuvre pour l'industrie. Il est toujours bizarre de voir adopter par de vrais ouvriers, des chauffeurs de taxis, des commerçants ambulants, un langage de paysans quand ils sont appelés, pour des démarches légales, par les autorités agricoles.

Mieux informés, par leur réseau familial, que d'autres migrants, ce type de paysan sait mieux obtenir des postes plus avantageux dans la ville. De plus, il dispose d'une maison sur un terrain relativement grand où il peut avoir des animaux domestiques pour sa consommation personnelle.

C'est un cas particulier d'adaptation progressive à la ville, sans la rupture ni le déracinement ci-dessus évoqués.

3 - Le rapprochement de la ville vers les ejidos :

Il s'agit d'un élément important pour leur occupation-vente.

La plupart des villages qui entourent la ville sont absorbés lorsque les terrains des fonds légaux sont vendus. Des quartiers de divers niveaux économiques se forment, résidentiels comme Mixcoac, Loyoacan, Tizapan, San Jeronimo, populaires, San Bartolo, Naucalpan, Azcapotzalco, Tacuba, Tacubaya, etc... .

La ville entre franchement dans les *ejidos* par la création de nouvelles zones résidentielles : *los pedregales* de San Angel qui mettent en vogue ces terrains jugés avant comme inhospitaliers ; de plus, la fantastique réalisation de "Ciudad Satelite" voit le jour.

De 1961 à 1963, le périphérique de la ville est prolongé au sud et à l'est, c'es-à-dire sur de terrains *ejidales* . La construction de routes finit par relier tous les villages d'origine *ejidale* ou communale, facilitant ainsi la vente rapide des *ejidos* , commencée en 1965 : San Bartolo, Naucalpan, Padierna, San Nicolas, Totolapan, El Cerro del Judio, etc...

Les constructions de l'Etat prouvent que son seulement l'*ejido* n'est pas inaliénable mais

aussi que l'infrastructure d'accompagnement sert de tête de pont pour la pénétration de l'*ejido* et prépare d'autres occupations.

Certains auteurs affirment que dans ce processus le seul perdant est l'*ejidatario* et que ce processus se réalise contre son gré, parlant de la contradiction *ejido-ville*. Que dans certains cas, il ait été perdant (spoliation par des sociétés immobilières) personne n'en doute mais nous estimons que la plupart des *ejidatarios* profitent de cette "invasion" de la ville pour vendre des terrains moins rentables à des prix convenables, étant donné la situation, surtout si on tient compte de l'indemnisation par l'Etat au moment de la régularisation.

Par ailleurs, il n'est pas prouvé que la nouvelle situation de prolétaire soit pire que celle d'*ejidatario*. Nous sommes enclins à croire qu'elle est meilleure.

4 - Des relations entre *ejidatarios* et *colonos* non antagoniques :

Dans ces zones, des mobilisations populaires ont lieu : Santo Domingo Los Reyes, Santa Ursula, Huayamilpas, Cerro del Judio, etc... , mais *colonos* et *ejidatarios* ne s'affrontent jamais. Au contraire, ces deux groupes sociaux sont souvent unis contre les organismes régularisateurs et contre les squatters. Un élément d'explication est sans doute le réseau de relations où sont insérés les *ejidatarios* et les intérêts contradictoires qu'ils vivent de par leur situation de paysans en cours de plus grande prolétarisation. Il est en effet une espèce de lotisseur improvisé qui n'a ni les connaissances du marché ni l'appui des autorités locales des municipalités ou des *delegaciones*. Nous avons pu observer en effet à quel point cet élément est fondamental pour expliquer le surgissement et la conservation du lotisseur dans les zones fédérales. L'*ejidatario* est un paysan qui vend sa terre parcimonieusement, parfois avec regret, en commençant par s'adresser à ses familiers et amis avec lesquels il n'a pas l'intention de réaliser des bénéfices.

En plus, d'autres circonstances empêchent le cumul suffisant pour se convertir en marchand de biens fonciers. L'*ejidatario* possède des parcelles réduites qu'il vend, au début, à bas prix suivant le rythme de ses besoins et les crises économiques de la famille.

Très souvent, il vend parce qu'il est fortement endetté et lorsqu'il réinvestit, il réussit difficilement à montrer un petit atelier ou un commerce qui le sauve à peine du chômage.

D'un autre côté, s'il peut effectuer ces ventes sans être gêné et en donnant à l'acquéreur un titre provisoire de propriété (certificat) , c'est grâce à l'appui des autorités *ejidales*, commissaires et autorités agraires auxquelles il a dû donner une espèce de tribut, soit en argent , soit en terrain. Parfois, ces opérations sont à l'origine de l'enrichissement du commissaire *ejidal* (*ejidatario* nommé par l'assemblée *ejidale* comme représentant auprès des autorités agraires) qui, à la rigueur, pourrait se reconvertir dans l'immobilier. En réalité , il en est empêché par les reste de la communauté des *ejidatarios* qui ne lui pardonnent pas son enrichissement à leurs dépens (cf. Heros de Padierna) l'obligeant à abandonner les lieux.

Héritiers d'un passé communautaire d'origine indienne, les *ejidatarios* sont habitués au contrôle social pour une certaine distribution de la richesse entre leurs proches. Rares sont ceux qui sont devenus riches (*ejido de Oro*) . Dans ce cas, ils investissent dans d'autres secteurs que dans l'immobilier. D'autres éléments idéologiques d'origine religieuse sont à la base d'une honnêteté paysanne qui refuse d'entrer dans un négoce de truands et de rapaces.

Les formes de contrats d'achat-vente expliquent aussi le non-antagonisme *ejidatario-colono* . Le premier versement est en général de faible durée, les mensualités basses et le *colono* sait qu'il ne peut pas compter sur l'introduction de services. Tout au plus, l'*ejidatario* promet des démarches auprès des autorités agraires pour leur introduction et il ne peut pas tromper sur ses capacités d'obtention de protections. Il y a aussi, sans doute, une attitude de solidarité qui se détache de la nouvelle condition prolétaire de l'*ejidatario* .

Le fait d'être lui-même également un *colono* explique bien des comportements. Son intérêt pour obtenir des équipements est double. En tant que *colono*, il les souhaite pour lui-même et pour valoriser ses terrains . Il se garde aussi de ventes successives parce que au moment de réclamations il peut être facilement localisé par des acheteurs trompés. Les fréquents conflits entre *ejidatarios* sur les limites des terrains sont réglés au moment des crises parce qu'il faut rester unis contre les squatters.

Les *ejidatarios* sont en conflit avec les *colonos* uniquement lors de la régularisation des terres. En effet, leur intérêt est d'obtenir la plus grande indemnité possible de la part de l'Etat. Elle dépend entièrement de ce qu'on peut imposer au *colono* comme prix de régularisation. Chacun la veut pour des raisons opposées : les *ejidatarios* pour être indemnisés au maximum, les *colonos* pour avoir des titres de propriété minimum.

II - La structure sociale et l'urbanisation

Les secteurs immobiliers se sont donc approprié, en général, les meilleures terres *ejidales*. Certaines, comme au sud de la ville leur ont cependant échappé.

Au sud, des groupes très hétérogènes se sont établis. Le nombre de familles pauvres domine, mais les familles aisées occupent la plupart du territoire. Lors de cette occupation hétérogène, tout le processus d'urbanisation - San Nicola, *ejidos* de Padierna - est marqué par la présence hégémonique des classes moyennes hautes et bourgeoises. Même si personnellement elles ne risquent que l'argent investi dans le terrain et plus tard la construction (quand il y a probabilité de régularisation), toutes ces classes respectent le règlement d'urbanisation : alignement, espaces pour les rues, les trottoirs et les zones communes. Elles savent faciliter ainsi la future régularisation et protéger l'agrément des lieux. Pleinement insérées dans la ville et dans le secteur capitaliste développé, elles jouissent d'une plus grande scolarisation et ont souvent la charge de postes importants. Leurs organisations de quartier n'acceptent pas d'être clientélistes et possèdent un plus grand pouvoir de négociation parce que leurs membres sont plus facilement en rapport avec la bourgeoisie gouvernante - gouvernement - et dirigeante - responsable des syndicats officiels.

Ils ne sont pas les inconditionnels de leurs leaders et les surveillent de près. Habités à respecter les organisations établies de l'Etat et les formes légales dans les diverses transactions professionnelles, ils orientent en même temps qu'ils les hégémonisent les luttes d'autres groupes sociaux vers une lutte revendicative encore plus soucieuse de conserver les formes légales et d'éviter toute pression et violence physique. En même temps,

beaucoup de ces membres se mobilisent pour rechercher les appuis nécessaires. Le résultat est une urbanisation plus rapide de ces zones *ejidales*, que d'autres, bien avant, souvent, la régularisation des titres de propriété. Eau, électricité, viabilité, équipements collectifs sont introduits.

Ainsi, sous l'égide de ces groupes des luttes populaires tranquilles, légales apparaissent. Ce sont à peine des mobilisations.

La composition de la structure sociale a donc un impact énorme ; elle est profondément marquée par l'élément écologique : source, au début, d'une hétérogénéité sociale, qui à long terme, devient une vraie ségrégation par le truchement des rentes foncières et des impôts.

En dehors de ces cas, les *ejidos* attirent surtout les couches populaires car ils sont bon marché et proches des usines. Elles sont installées au nord et au nord-ouest de la ville à cause de facilités fiscales, du réseau routier, de la proximité des marchés les plus riches - *el vajo* - et des grandes villes du nord.

Toutes ces zones populaires sont objet d'un traitement de préférence de la part de l'Etat de Mexico, peut-être pour leur caractère prolétaire plus marqué et donc précieux pour la bonne marche des usines, sans à-coups. La régularisation est rapidement effectuée, l'urbanisation avance petit à petit. Le contenu social de ces lieux, moins privilégiés écologiquement, change à peine. Au point de vue politique, cette circonstance permet une accumulation d'expériences organisatrices plus grande dans le domaine urbain. La communication est plus facile avec les organisations ouvrières indépendantes et tout cela dans un processus moins tapageur que dans d'autres endroits et sans doute plus solide.

III - Le leader patron : figure clef

L'absence de lotisseurs est aussi la cause d'une importance plus grande des leaders locaux déjà très puissants dans les zones fédérales. Surgis de la base et non imposés par les lotisseurs, ils sont en général des leaders à forte personnalité qui s'imposent rapidement en

jouant leur rôle , si important pour le contrôle et l'urbanisation des quartiers.

Examinons un peu plus leur situation. Les observations critiques sur le secteur formel et informel n'invalident aucunement l'importance de l'intermédiaire patron, dans son rôle de personnage clef. Il crée différents types d'organisations informelles de type économique et politique. Il est indispensable pour relier ces organisations aux divers types d'organisations et d'institutions étatique. Sans cela, ces articulations de quartiers seraient impensables.

Le leader, intermédiaire comme d'autres, devient également indispensable, grâce à des qualités de commandement inégalables, à son habileté et à son prestige personnel qui lui permettent de recruter d'autres membres pour son réseau. Celui-ci repose d'abord sur la parenté puis devient un organe spécifique de gestion des problèmes urbains. Il crée ainsi tout un système de loyautés personnelles, fondées sur les liens familiaux et le compérage. Noyau de fidèles et environnement clientéliste font cette organisation.

La fonction essentiellement politique et de contrôle de cet intermédiaire a des caractéristiques différentes de celles d'autres intermédiaires.

- D'abord, son rayon d'action est étroitement limité par ce qu'il contrôle. Il est spécifiquement urbain et plus précisément en rapport avec le logement, les terrains et les équipements. Les organisations qu'il contrôle, politiques ou civiles, contiennent les revendications en rapport avec l'urbain.

- Donc ces diverses entités étatiques sont le "patron" du leader parce que propriétaires des ressources urbaines qui lui sont octroyées dans la mesure où il réussit à canaliser les votes et la appuis électoraux de la population. En mobilisant les ressources des deux parties : Etat et masses, il obtient beaucoup d'avantages personnels donc le contrôle de la terre est celui qui est le plus convoité. Pour permettre d'occuper les terrains restant libres, le leader demande un versement même si le *colono* doit effectuer des paiements à d'autres propriétaires *ejidales* ou particuliers. Plus tard, lorsque le quartier est déjà avancé dans son processus d'urbanisation, une partie des versements demandés pour l'introduction des services publics est détournée par le leader. A ce moment, grâce à un cumul d'informations, il devient un vrai courtier en bien fonciers et par son intermédiaire les transferts illégaux de

propriétés s'effectuent ainsi que, un peu plus tard, les démarches pour la régularisation des titres.

- Même si l'objectif initial du leader est lucratif, rapidement il se rend compte de son pouvoir politique consécutif à sa position d'intermédiaire. Les autorités, surtout s'il appartient à "l'union des voisins", s'adressent invariablement à lui pour toutes les questions précitées et le P. R. I. finit par l'intégrer dans la Confédération des partis politiques des quartiers populaires en lui laissant entrevoir une carrière politique. Les partis politiques, reconnus ou non, essayent de l'embrigader. Ainsi aux avantages économiques s'ajoutent les avantages politiques.

De ce fait, le leader défend son poste contre "vents et marées". Pour ce faire, il est même disposé à utiliser la violence physique, particulièrement contre d'autres leaders qui tâchent de l'évincer. Ses privilèges expliquent sa fidélité au "patron" et pourquoi il veut étouffer n'importe quelle organisation qui veut être démocratique. Le seul genre d'organisation dans laquelle il puisse survivre est la relation clientéliste : relation verticale asymétrique, proche du despotisme. A cause de cela, il en est son meilleur défenseur.

L'organisation créée par le leader comprend deux niveaux :

- le premier comprend le groupe des fidèles recrutés à l'échelon familial et parafamilial : les compères dont la loyauté est assurée par partage de privilèges. Compères, leaders et organisation sont liés au même sort. Leurs rapports ont les caractéristiques du clientélisme bien décrits par les ethnologues : rapports personnels, rapports de réciprocité, rapports de dépendance (4) ;

- le deuxième comprend le groupe de *colonos*. A la naissance d'un quartier, il n'est souvent qu'un seul leader, mais cela n'est jamais le cas quand le processus est avancé. Les *colonos* qui le suivent constituent toujours le client de deuxième degré. Ceux-ci suivent plus par calcul que par sentiment au point que si un autre leader est plus offrant, ils n'hésitent pas à changer de "chef". Ce sont des clients dans le sens large du terme car, contrairement aux "fidèles", ils n'ont avec le leader qu'une forte dépendance et une réciprocité calculée. Le caractère du rapport personnel perd de sa force, ce qui est sa grande faiblesse car la base

même de la fidélité et de l'échange multiple diminue. Les rapports prennent une tournure autoritaire de la part du leader prêt à devenir coercitif et menaçant. Il est fréquent qu'il menace d'abandonner la population à son sort ; cette menace d'abandonner la population à son sort ; cette menace peut être perçue comme terrible, surtout au début , par une population déracinée et ignorant les démarches qu'il faut faire. Comme le leader garde soigneusement le monopole de l'information et des documents échangés avec les autorités, il devient difficile de pouvoir se passer de lui.

IV - Des organisations populaires plus indépendantes

L'absence de lotisseurs et l'alliance presque permanente pour l'urbanisation, entre *ejidatarios* et *colonos* unissent les habitants, sauf que des coteries de leaders persistent. Il est vrai qu'au début de la vie du quartier, ce sont les autorités agricoles *ejidales* qui dominent les *colonos* en leur imposant leurs intérêts et organisations : contribution aux fêtes, aux travaux pour la viabilité, la construction de l'église, etc... , mais bientôt des leaders, parmi les *colonos* , surgissent. Ils organisent les habitants indépendamment des *ejidatarios* . Chaque organisation reste autonome et en principe unie aux autres pour améliorer le quartier.

Les patrons des organisations de *colonos* sont les bureaucraties gouvernantes locales et non les responsables de P. R. I. . Ceci augmente les pouvoirs du leader qui n'est limité que par la présence d'autres leaders. D'importantes alliances entre divers groupes apparaissent. Ainsi naissent de larges fronts de *colonos* et d'*ejidatarios* pour les expropriations. Ils revendiquent aussi de justes prix pour la régularisation des titres de propriété. En effet, tout comme dans les zones fédérales, lorsqu'on annonce l'expropriation de terrains *ejidales* , de nombreux squatters envahissent des sections plus ou moins importantes des quartiers et rendent très difficile la régularisation de la terre. La présence de ces nouveaux envahisseurs change beaucoup le sens et les rapports de forces dans les luttes postérieures. Jusqu'à leur arrivée, invariablement dans le processus urbain, quatre personnages entrent en scène : l'Etat (avec ses multiples contradictions internes), les propriétaires, le *colons* et les leaders et un cinquième , l'*ejidatario*, dans les régions *ejidales*. Ensuite, il faut compter avec la présence d'autres groupes importants, présentant une forte cohésion et qui se sentent persécutés par tous : les squatters . L'opposition aux *colonos* est flagrante. Ces derniers les considèrent

comme des "voleurs de terre" (*sic*) , qui arrivent à la fin du processus sans avoir participé à toutes sortes de besoins nécessaires à la création de la *colonia*. indépendamment de l'absence de titre légal, le *colono* se sent un propriétaire qui a dû payer le prix de son logement fort cher. L'autre est un opportuniste. Une nouvelle source de divisions voit le jour dans ces masses sous-prolétaires.

En principe, une expropriation dans un quartier populaire déjà consolidé est bien perçue par la population car elle est considérée comme le début du passage de la propriété *ejidale* à la propriété privée. Cependant, les *colonos* ont parfois découvert à temps - Cerro del Judio et Magdalena Contreras - des projets de l'Etat joints à des expropriations opposées à leurs intérêts telle l'intention de créer des centres touristiques sur des terrains vagues et dans des forêts. Dans ces cas-là, la mobilisation est massive et énergique. Elle utilise tous les moyens pour faire connaître les problèmes et faire pression sur les autorités. Pour la première fois, des mobilisations indépendantes où se mêlent groupes de gauche et groupes clientélistes ne se sentent pas obligées de suivre les chemins légaux. Leur avant-garde a commencé un processus de prise de conscience. Ceci explique une intervention de l'Etat , plus intelligente et énergique. Elle combine mesures répressives d'une part et dialogues tactiques d'autre part.

C'est la première fois que l'Etat renonce à un projet en association avec la bourgeoisie immobilière et qu'il est obligé de changer l'organisme régularisateur pour faire oublier son erreur.

En même temps, à propos de la régularisation, des mobilisations populaires, d'un caractère "indépendant" mais d'appartenances politiques variées surgissent. Certaines sont indépendantes mais disposées à s'intégrer aux organisations de l'Etat, si les négociations leur paraissent avantageuses. Elles sont revendicatrices mais non contestataires et encore moins révolutionnaires. Leurs leaders se disent apolitiques. dans quatre quartiers *ejidales*, cette indépendance semble nettement opposée à l'Etat et révolutionnaire. La force sociale, en effet, qui conduit le mouvement, a des intentions stratégiques révolutionnaires. Elle se sert de l'urbain, des problèmes de régularisation et des services pour mobiliser et politiser mais ses intentions échouent à cause d'erreurs ou par manque de temps. Force sociale et leaders ne

parviennent pas à éviter l'écueil de la verticalité et ils se détachent des bases qui amorcent à peine un processus de "conscientisation".

Les procédures de fidéicomis, comme Fideurbe et Corett, sont particulièrement aptes pour cette démobilisation. Les fonctionnaires sont choisis et formés de manière non autoritaire. Souples dans les négociations sur les prix, ils savent attendre, non sans crainte, le moment propice d'intervention. Ce moment arrive lorsque les *colonos*, après avoir tenté plusieurs voies de régularisation, sont obligés de faire un contrat avec le fidéicomis, d'une façon individuelle. Au fur et mesure que les titres de propriété sont donnés aux *colonos*, ils retournent à la "vie privée", des mouvements se dissolvent ou sont intégrés dans les organisations de voisins de chaque *delegación*.

Dans les quartiers *ejidales* où des groupes politiques de gauche sont présents, ils ont réussi à rester en état de mobilisation permanente pendant quatre ans et ont au moins obtenu une diminution importante des frais de régularisation des titres de propriété, mais du point de vue politique, les résultats semblent moins importants. Les organisations créées pactisent avec celles chargées de la régularisation et ne restent organisées, au moins en apparence, que celles qui s'intègrent aux nouveaux partis reconnus comme le P. S. T. ("*Partido Socialista de Los Trabajadores*"). Nous disons : en apparence, parce qu'en fait d'autres restent implantées dans le quartier par la permanence des cadres politiques formés par les luttes et menant d'autres luttes à propos de toutes sortes de revendications : transports, détérioration du pouvoir d'achat, amélioration du milieu ambiant, organisation scolaire, etc... .

CLIENTELISME ET INSTITUTIONS URBAINES

En effet, la structure clientéliste déjà décrite au niveau des quartiers a des formes d'organisation et un contenu différents de ceux du P.R.I. Il s'agit d'organisations surgies spontanément de leaders qui lui sont attachés par des liens interpersonnels, non encore encadrés par les organisations formelles et bureaucratiques de l'Etat. De bases territoriales, les organisations naissent du besoin de logements et de services. Leur durée de vie, en général, est liée à l'obtention de ces valeurs d'usage, contrairement aux organisations du

travail qui mènent une lutte permanente contre le capital. Le patron est l'Etat à travers différentes institutions urbaines.

Surgies de la base, ces organisations sont captées par la suite, par les leaders et mises en contact, sous les formes clientélistes décrites, avec les appareils urbains.

C'est là que réside leur principale originalité. Les réseaux de clientèle et de patrons qui se forment ne s'insèrent pas dans l'appareil de l'Etat, surtout à travers les organisations du P.R.I. mais se lient directement à l'appareil urbain : branche importante de la bureaucratie dirigeante de l'exécutif.

Les leaders s'inscrivent dans les rangs du P.R.I. de diverses manières (fédérations des quartiers populaires, districts électoraux, C.N.O.P.) mais non à travers les organisations populaires du P.R.I., sinon, à travers l'organisation centrale du P.R.I. Les organisations clientélistes d'un quartier ne ressemblent en rien à une organisation ouvrière puisqu'elles manquent d'une structure propre qui les unirait en un seul organisme et leur donnerait un minimum d'autonomie vis-à-vis de l'appareil bureaucratique-politique de l'exécutif. En réalité, les organisations sont liées à cet appareil de différentes manières. Il exerce, selon les cas, des politiques de "bons patrons", des politiques de dissolution des mouvements populaires et de décapitation des leaders de gauche.

L'observation du fonctionnement institutionnel urbain montre qu'il existe une différence nette entre ce système de contrôle et d'intégration et le réseau corporatif :

- le contrôle est mené à terme directement par l'appareil bureaucratique-politique lié au président de la République (régent, délégués, bureaux spécialisés) qui a des caractéristiques économiques évidentes (elles sont liées à la reproduction de la ville) et politiques pour contrôler les masses et leurs demandes.

- Il s'agit d'une organisation qui tâche fondamentalement d'isoler les *colonos*. Elle accepte tout au plus des organisations locales séparées.

- Son fonctionnement dépend essentiellement du flux des faveurs urbaines dont l'occupation illégale du sol, non pénalisée, est peut-être la plus importante.

- Cette structure de rapports archaïques et verticaux est le premier obstacle à un commencement de démocratisation.

- En général, les mobilisations, menées par l'Etat, ont un sens purement instrumental, pour les deux parties, et personne n'est dupe du marchandage.

Lorsqu'on a pris conscience de ce mécanisme, le rôle du P.R.I. dans ces secteurs urbains apparaît plus clairement comme une fonction formatrice de leaders et collectrice de votes. Le premier point est réalisé par la Fédération des quartiers populaires qui donne aux leaders des consignes périodiques à mettre en place dans les différents types d'élections et d'"actes civiques". Les comités de districts servent d'instrument local aux campagnes périodiques orchestrées en combinaison avec les leaders pour l'élection des députés, sénateurs, gouverneurs et du président de la République.

Cette division du travail entre les institutions urbaines et le P.R.I. ne résulte pas de mentalités machiavéliques mais d'esprits pragmatiques qui, peu à peu, ont trouvé, à travers des tâtonnements et explorations, les formes de contrôle de ces masses représentant par leur nombre et genre de problèmes un phénomène nouveau pour l'Etat. La formule pourrait sembler géniale, pour le régime, si on tient compte seulement de son efficacité pour maintenir l'ordre mais pas du tout si on examine les immenses contradictions urbaines surgies de l'installation chaotique de toutes ces masses, de plus en plus éloignées de leur travail, nécessitant de plus en plus de services et de transports dans une ville qui ne sait pas où elle va.

(1) Communication reprise de la contribution de l'auteur à l'ouvrage "La banlieue aujourd'hui". Editions l'Harmattan, 1982, pp. 25-68. Coordinateurs de l'ouvrage M.IMBERT et P.H. CHOMBART DE LAUWE.

DEBAT

E

Je n'ai pas très bien compris : vous avez présenté trois modes d'organisation, de mobilisation de la population. Dans quelle mesure ça coexiste et comment ? D'autre part, vous avez fait votre exposé du point de vue des organisations, des leaders, etc. mais on se demande quelle est la part de la population qui est mobilisée, et quelle est la part de celle qui est passive.

O. NUNEZ

Oui, c'est le défaut.

Dans tout quartier qui commence à être organisé, c'est pour des revendications urbaines, pas simplement des demandes : les demandes c'est toujours plutôt des démarches institutionnelles, et les revendications ont de ce fait un caractère d'affrontement avec l'Etat plus ou moins fort. L'affrontement ne veut pas dire simplement un affrontement violent, mais s'opposer et faire pression. C'est-à-dire, par exemple, pour que l'Etat laisse quelqu'un sur une terre dont la propriété est suspecte, alors que normalement il devrait déguerpir, ou bien lutter pour qu'on laisse la cotisation de la régularisation de la terre ou pour l'introduction de l'eau au moment et à la façon dont cette population peut le concevoir. Pratiquement, pour tous les services, il faut qu'ils fassent une pression. Mais ça peut se passer aussi de façon inter-institutionnelle, simplement comme des demandes, surtout quand on entre dans les organisations de clientèle.

Je vais répondre à votre question plus clairement.

Dans une organisation qui est noyauté par un parti, vous trouvez :

- d'abord des militants du parti qui sont très souvent les promoteurs, la base de l'organisation du quartier ;

- les sympathisants du parti, des gens qui arrivent à se politiser, à se conscientiser, qui travaillent de façon très militante et qui, très souvent, sont invités à appartenir ou partir. Ce sont des gens qui travaillent beaucoup, même quand le reste de la population est dans une phase de refus ;

- une population qui se dit appartenir à l'organisation du quartier, qui assiste aux assemblées, aux manifestations, aux travaux d'autoconstruction, d'amélioration du quartier, dont la participation est assez fluctuante d'après leurs intérêts, et d'après aussi les autres circonstances que j'avais signalées : l'accaparement de la recherche de ressources économiques.

- toute une population qui est en dehors de l'organisation, plus ou moins sympathisante : quand l'organisation a des réussites importantes, elle est sympathisante.

A côté de cette organisation qui est déjà plus moderne, parce qu'il commence à se créer de vrais processus de démocratisation et de prise de décision de la communauté, vous avez encore des organisations autour des leaders traditionnels, qui consistent généralement en une population qui s'organise autour d'un leader qui a des proches de la famille ou para-familiaux (par exemple les "compères" dont j'ai parlé) qui forment une vraie clique qui garde le monopole même sous la forme d'une organisation moderne, par exemple une société civile. Ces leaders vont avoir des relations de clientèle avec le reste de la population et vont servir normalement d'intermédiaires avec l'administration et avec les partis de l'Etat.

Ce que j'expliquais, c'est que ce rapport change beaucoup selon les circonstances que j'ai

signalées.

Ce sont des organisations assez éphémères, il n'y a pas vraiment participation des gens, sauf parfois pour certaines manifestations, ou bien parce qu'on leur demande d'être mobilisés, ou qu'on les manipule comme appui pour les élections : ils donnent leur suffrage comme une paie pour les services qu'ils vont obtenir. Mais il n'y a pas vraiment de processus de conscientisation ni de démocratisation.

G.H.

Est-ce qu'on pourrait dire alors qu'un principe d'intégration des trois : leaders, partis, et communautés religieuses, c'est le temps. Puisque pour les religieux il y a une sorte de permanence dans l'effort du travail, chez le leader c'est plus ponctuel, et dans le parti, vous avez annoncé qu'il y avait des chutes dans l'attention, des périodes d'inactivité. Alors, d'une certaine façon, le temps (le temps social je veux dire) intègre, semble-t-il, ces trois types là.

O.N.

Je crois qu'il y a une animation plus grande, du moins dans les quartiers que j'ai examinés, dans ces groupes chrétiens, à cause de toute cette mobilisation.

G.H.

Il y aurait des relais de l'un à l'autre alors ?

O.N.

Il y a des relais. Les autres sont toujours en train de penser : "Quels sont les motifs de lutte que nous pouvons trouver ? Ou plutôt les besoins sentis par la population ?"

Il faut parfois qu'ils se creusent les méninges pour trouver quelque chose.

Par exemple, maintenant ils commencent à mobiliser les gens pour la libération de la femme ! Ce qui pose beaucoup de problèmes. Il faudrait tout un chapitre pour en parler. Ou bien pour les jeunes délinquants. Ils se lancent même pour l'écologie, ce qui est nouveau au Mexique, pour que ces quartiers commencent à être des quartiers écologiques.

C'est comme s'ils étaient à bout de souffle, parce que pour les autres revendications, ils ne réussissaient pas à motiver les gens. Par exemple, la régularisation de la terre : ils savent que si la terre est régularisée, ça veut dire qu'ils doivent payer la régularisation, ils doivent payer l'introduction de services, ils doivent payer des impôts, et aussi qu'à cause de ça, il est possible qu'ils soient obligés de quitter le quartier. Alors les gens sont écartelés. Ils se demandent : "est-ce qu'on régularise ou non" ?

Et d'un autre côté, ils savent que l'Etat ne va pas les faire bouger de là, que la planification a prévu quelque chose dans ces quartiers, et qu'ils vont rester là. Tôt ou tard, ils auront la régularisation. Alors ils laissent couler.

Mais un des motifs les plus importants qu'avaient les leaders pour les mobiliser, qui était la régularisation de la terre, pour le moment n'est pas un motif.

G

Dans un autre sens, ce que je vois parfois, c'est le problème de la réussite des revendications, par exemple des mouvements sociaux par rapport aux divers types. C'est-à-dire que parfois, par exemple, il y a les conditions pour réussir. Quand on demande par exemple l'eau, les transports, des choses comme ça, qui passent généralement par la voie des organismes des pouvoirs publics, c'est à dire la municipalité. Cela montre des choses très claires en ce sens là, c'est-à-dire la capacité des autorités publiques, au niveau de la mairie, du pouvoir central, de pouvoir satisfaire et répondre aux besoins de ces secteurs. Il y a, je crois, une limite au leadership des

partis ou des communautés religieuses en général, qui est posée précisément par ces voies. Par exemple, au Chili, à Santiago, il y a eu, il y a deux ans, une location de terrain très importante qui était dirigée en principe par l'opposition, mais qui, finalement avec la répression, la capacité d'aménagement de l'Etat, a fini par être dirigée par des partis ou des organisations proches du gouvernement.

Ce que je me demande, c'est qu'elle est la relation, le rapport qui existe entre la capacité de répondre aux besoins, aux revendications dans ce secteur, et la stabilité des divers types ?

O.N.

Je crois que c'est très important ce que tu dis parce que, très souvent, quand on donne une réponse à la population, effectivement le mouvement baisse et parfois disparaît. Dans les quartiers qui sont déjà construits, la mobilisation disparaît.

Je ne veux pas dire par là que disparaissent les effets culturels. Attention, parce qu'il y a beaucoup de gens de gauche qui disent : tout changement socio-urbain, ça ne sert à rien parce que l'Etat donne réponse et tout va se tasser. oui, mais ils ne voient pas aussi tout ce qu'il y a comme effets culturels : voisinage, changement de rapport entre les gens, etc. Je crois que ça n'a pas été examiné. Mais ce qui est vrai maintenant, c'est qu'à cause de la crise, les Etats ont de plus en plus de mal à donner réponse aux requêtes de la population.

Donc, les processus d'urbanisation sont plus graves. Le Mexique était un pays pétrolier, et pendant le boom pétrolier, il donnait des réponses parfois généreuses à certains quartiers, et malgré tout ça marchait.

Maintenant, il y a un arrêt vraiment net et dramatique, et la politique de l'Etat change. C'est plutôt du côté de l'idéologie qu'ils essaient de trouver des réponses.

Parce qu'il existe aussi une directive politique dans ces cas-là : il y a plusieurs cas de problèmes semblables, il faut répondre dans les cas les plus dangereux, les plus difficiles, c'est-à-dire où il faut montrer un exemple politique.

Et comme ça, ils arrivent à intégrer une population, parce que, malgré que la population arrive à se conscientiser et voit que l'Etat est pour beaucoup dans la situation de domination, d'exploitation, il garde toujours une situation ambiguë. Les gens savent qu'ils dépendent de lui pour les questions urbaines, et du point de vue juridique, parce que la situation est irrégulière et qu'on peut les chasser.

Il y a toujours une ambiguïté vis à vis de l'Etat, idéologique aussi parce que c'est l'Etat-père qui donne les réponses. Et même des populations soit-disant très politisées, à un moment donné vont pratiquement s'agenouiller devant le président pour lui demander comme dernière ressource une solution à leur problème.

Ph. H.

Je voudrais te demander deux choses :

D'abord, tu parles des partis, mais lorsque tu fais un croquis, il n'y a plus qu'un parti, une seule onde de choc, alors est-ce qu'il peut y avoir sur un même terrain plusieurs partis qui se concurrencent, qui s'entrecroisent ?

O.N.

Oui, bien sûr.

Généralement, dans un quartier de parti, disons de gauche, il y a une certaine division territoriale : on se respecte, il n'y a pas vraiment de concurrence, c'est rare. Sauf quand ce sont des soit-disant partis de gauche où il y a cette optique de lutte par la voie pacifique. Ils s'appellent des partis social-démocrates. Là effectivement ils s'affrontent aux autres partis de gauche qui ne croient pas à ça.

Mais pour ceux qui ont une optique autre, qui n'acceptent pas cette sorte de lutte, il y a un certain respect.

Pour ceux de droite, qui n'appartiennent pas à l'Etat (le parti de l'Etat est un parti unique), il peut y avoir la présence dans un quartier de plusieurs partis de droite. Et parfois la concurrence est très forte. Dans l'un des quartiers, je crois que bientôt il y aura un maire de droite, pour la première fois dans l'histoire. Ce n'est pas sûr, mais c'est fort probable.

Ca fait que, même dans les quartiers qui sont travaillés par la gauche, ils sont pressés.

Ce qui est important c'est que, quand l'organisation de gauche est forte, elle exclue les leaders traditionnels. D'abord parce que la population les refuse, et même parce que, quand ils veulent appliquer leurs méthodes, ils trouvent une population qui est prête à s'affronter, mais violemment.

Ph. H.

C'était ma première question, en fait. Et avec les organisations religieuses, alors ?

O.N.

Les organisations religieuses sont aussi dans des zones où généralement les autres partis ne rentrent pas.

Ph. H.

Donc en général, il n'y a pas coexistence, c'est soit les uns, soit les autres ?

O.N.

Il y a coexistence quand ils sont dans ce qu'on appelle là [...] l'organisation de mouvements sociaux qui sont des mouvements qui travaillent dans une ligne de masse, plus ou moins sous l'influence du maoïsme qui refusent comme stratégie la voie pacifique au socialisme.

Ph.H.

Donc il y a une coordination.

O.N.

Il y a maintenant une coordination centralisée, avec pas mal de problèmes, où s'affrontent différents courants, et ils arrivent quand même à se respecter.

F

Ils y incluent des groupes religieux ?

O.N.

Il y a des groupes religieux inclus, mais qui ne se présentent jamais comme tels. Et parfois il y en a qui sont vraiment très très forts. Je pense aux locataires du centre de la Guenero, phénomène que connaît bien René : maintenant c'est ce groupe qui est peut-être petit, mais qui a une hégémonie politique très forte, notamment au centre de la coordination de la vallée de Mexico. Ce sont des communautés chrétiennes. Mais à ce moment-là, ils ne se présentent pas comme chrétiens, mais simplement comme un groupe de plus.

Effectivement, chaque forme de leader correspond forcément à une forme d'organisation de groupe de quartier.

Ph.H.

Quels sont les modes de désignation des chefs de quartier ?

O.N.

Ce sont les leaders traditionnels généralement qui s'imposent, mais maintenant ils doivent être de plus en plus considérés par les partis.

Ph.H.

Donc finalement il n'y a pas trois chapitres : le premier chapitre concernant les leaders de quartier est commun.

O.N.

Depuis mon écrit, la réalité et moi-même on a fait du chemin. Je montre maintenant les différences qui existent depuis mon analyse. A ce moment là, toutes ces organisations n'étaient pas assez mûres aussi.

Ce texte, je vous l'ai passé pour que vous voyiez aussi les changements qu'il y a eu entre ce que je décris là et ce que je présente maintenant.

Ph.H.

Tout ça c'est très récent alors ?

O.N.

C'est relativement récent : c'est surtout depuis la crise. C'est mon hypothèse que je crois partagée aussi par d'autres gens : cette crise économique a commencé depuis déjà 15 ans, elle a été cadrée, et parfois dopée par le boom pétrolier, mais elle était déjà inscrite. Elle éclate maintenant, et il y a des répercussions sur l'urbain de façon plus spectaculaire.

Ph.H.

Donc, si on se reporte à 15 ou 20 ans en arrière, certains partis n'existaient pas ?

O.N.

Les partis nouveaux ont commencé depuis 1968.

Ph.H.

Les communautés de base aussi ?

O.N.

Les communautés de base c'est plus récent. Cela doit avoir 4 ou 5 ans dans la vallée de Mexico. Elles ont été préparées déjà par tout un travail qui a commencé depuis 1972.

Ph.H.

Donc, à cette époque, en fonction de quoi les chefs de quartier étaient-ils désignés ? En fonction de leur appartenance au parti unique ?

O.N.

Je l'ai dit, ils s'imposaient.

Ph.H.

Même dans les villes ?

O.N.

Même dans les villes, oui.

Même les leaders de gauche d'une certaine façon s'imposaient, surtout par leur valeur. Maintenant, ils commencent à avoir une sorte de direction qui est plus communautaire, nommée par le groupe qui nomme son représentant par un procédé électoral.

G.H.

C'est intéressant de voir que le parti a pu s'annexer le leader, d'une certaine manière. On se prend à rêver que le syndicat du crime soit récupéré par un parti politique.

Parce qu'enfin, les maffiosi, ils s'imposaient, également pour établir un rapport avec l'administration.

H

Oui, mais c'est peut-être eux qui contrôlent le parti, c'est autre chose.

G.H.

Oui, mais ce sont de vieux partis. Ce ne sont pas ces partis dont nous parlons tout le temps, qui ne sont en fait pas des partis au sens de la science politique du terme.

O.N.

C'est-à-dire que ce sont des partis qui se sont créés en réaction contre le parti social-démocrate et contre le parti communiste.

G.H.

Oui, mais ils ne participent pas aux élections. Ce sont des mouvements politiques.

O.N.

Ah non, ce sont des partis de cadres, ce sont des militants à temps complet, qui mènent parfois une politique de clandestinité. Il y en a qui sont ouverts et ça donne aussi lieu à toutes sortes de problèmes parce que, quand ils se réunissent, il y en a qui disent : "je suis semi-clandestin" ou "je suis clandestin" et d'autres "je suis ouvert, et je n'ai rien à cacher, je m'oppose à la lutte par la voie pacifique, je continue à soutenir la position du double pouvoir et de la prise de pouvoir dans le sens léniniste, mais je crois que, pour l'instant, il faut mener une politique qui soit ouverte, en tâchant de s'adapter à la démocratie parlementaire".

Et alors, quand ils se réunissent pour se concerter, c'est difficile parce qu'ils ne peuvent pas tellement parler dehors car il y en a qui sont d'accord, d'autres pas, à l'intérieur de l'ensemble des partis.

B. G.

J'aurais une question pour tâcher de raccrocher : on est passé d'un monde très individuel à un monde très collectif. Est-ce qu'il existe, dans ce genre de villes, des intermédiaires du type de ceux qu'on a pu nous présenter sur Fès ou des choses comme ça ? Des gens qui traitent des problèmes individuellement, vis à vis d'une administration, ou est-ce que tout est vraiment collectif, médiatisé par le collectif, par l'organisation quoiqu'il arrive ?

Est-ce qu'il y a des circuits parallèles individuels, des circuits de notabilité indépendante ?

G.H.

Les leaders en étaient.

R. COULOMB

Il faudrait expliquer quand même à quoi s'applique cette analyse. Elle n'est pas universelle sur la citoyenneté, c'est quelque chose de très, très précis, c'est au niveau de l'habitat, au niveau de l'"habiter" dans la ville.

Mais c'est évident qu'il existe des milliers de personnages quand il s'agit de trouver du travail, de placer quelqu'un. Il y a les compères, etc. Ça joue parfaitement à d'autres niveaux. Là c'est quand même une analyse très spécifique, qui ne porte pas sur cette panoplie dont on parlait tout à l'heure, ou alors il y a des milliers de fonctions, des tas de personnages.

B.G.

Oui, mais c'est pour éviter de trop durcir parce que nous, ici, on risque d'avoir une image un peu fautive, c'est-à-dire de penser qu'on est passé sur des réseaux qui semblaient modernes, qu'on constituait à chaque fois. Ensuite, on a dit que ce n'était pas moderne, mais plutôt raccroché à l'ancien, mais individuel.

Et puis, là on passe à un autre monde qui paraît essentiellement centré autour des organisations collectives.

Alors, est-ce que c'est si vrai que ça, ou est-ce que ça tient à notre point de vue, ou au champ qu'on s'est délimité ? C'est important de le souligner.

O.N.

C'est le champ. J'ai bien souligné que, quand je parlais du local, je le prenais comme la rencontre de l'Etat et de la société civile, à propos de la résidence, et de la consommation.

C'est donc dans cette optique que je parlais des intermédiaires, et si je parlais simplement de l'administration (ce que je n'ai pas fait, à ce moment-là) à l'intérieur même, tu trouves beaucoup ce phénomène. Je suis en train de me demander si ce n'est pas par les composantes qui nous viennent des Arabes que cette façon d'être solidaires, à travers cette complicité, pour obtenir son droit de façon payante, nous vient peut-être aussi de l'Espagne. C'est une hypothèse comme une autre. Mais, ce qui est vrai, c'est que, pour parler de corruption, depuis le concierge de l'administration jusqu'au président, tout le monde est dedans, et dans des limites qui nous laissent rêveurs. En six mois, c'est une machine à faire des milliardaires dans les fonctionnaires. Parmi les hommes les plus riches du monde, vous avez un chef de police qui l'est devenu en six ans.

H

Ca, ça pose tout le problème du passage du système traditionnel relativement admis au racket. Je pense par exemple à la>Syrie qui hérite d'un système relativement semblable à celui qu'a décrit A. Belbahri, et où il y a par dessus un Etat qui, à un moment donné, a essayé d'introduire un fonctionnement rationnel, je dirais à l'occidentale, avec l'administration, etc. Puis, on a une dégradation du système public et un retour à des fonctionnements par des réseaux traditionnels de clientèle, et plus fortement avec des milices armées et alors quasiment du racket. Maintenant, on emploie le terme de racketter. Donc, il y a bien, même à l'intérieur de l'utilisation de procédés traditionnels, des perceptions de ce qui est normal, ou au moins allant de soi (on paie un service qui va être rendu), et puis ce qui est de l'ordre du racket, c'est-à-dire du pouvoir qui s'impose et par lequel on est obligé de passer. Il y a, je crois, toute une série de nuances et il y a des moments où le système se renverse : on a des rackets qui s'opèrent parce qu'il y a des groupes sociaux dominants, parce qu'ils sont bien placés au niveau du pouvoir, ou parce qu'ils ont la force armée qui, à ce moment là, fait basculer le système du côté du racket. Est-ce que ça fonctionne très différemment ou pas ? Ce serait à analyser.

Ca se loge dans le traditionnel, mais ça peut évoluer

GROUPE DE RECHERCHE

Villes et citadins des Tiers-Mondes

(CNRS, ORSTOM, Université Lyon II)

Programme "Citadinités"

Dossier n° 3

**FORMES PARALLELES
DE REGULATIONS URBAINES**

Document provisoire

Mai 1987

Mise en forme du dossier :

- A. BATTEGAY**
- A. BELBAHRI**
- C. FERJANI**
- B. GANNE**
- E. LONGUENESSE**

GLYSI - Département "D" ORSTOM - IRMAC

correspondance : GLYSI - Université Lyon II - Avenue P. Mendès France - 69500 BRON

Tél. : 78 00 69 83